

UNAMIR

EGENA - COURSE MATERIALS

[1 DEC 1994 - 31 DEC 1995]

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
BY/NG MAY 2009

UN ARCHIVES	
SERIES	<u>S-1000</u>
BOX	<u>13</u>
FILE	<u>9</u>
ACC.	<u>1998/0201</u>

①

Instructeur:
Cne de Gendarmerie
SANOGO ALASSANE

FICHE TECHNIQUE DE PREPARATION

POLICE JUDICIAIRE

Leçon n° 18

L'ARRESTATION

I) - Généralité :

a) Le droit d'arrestation nous conduit au principe du Respect et la Liberté individuelle, donc des Droits et Devoirs Fondamentaux de l'homme et du citoyen.

Aussi "Nulle personne ne peut être arrêtée ni détenue hors les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites".

b) - Cas dans lesquelles les militaires de la gendarmerie ont le droit d'arrêter une personne:

- Dans le temps du flagrant délit:
 - (APJ appréhende et conduit devant l'OPJ.
 - L'OPJ prend une mesure de garde à vue.
 - En vertu des mandats ou décisions de justice
 - En vertu d'ordres d'arrestation
 - En vertu des lois spéciales et partant par mesure de police

II) - Droit d'arrestation dans le temps de flagrance:

- En cas de :
- Flagrant délit
 - Délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement

VOUS DEVEZ APPREHENDER :

- | | |
|-----------|---|
| QUI ? | - La personne qui est l'auteur ou contre laquelle existent des indices graves et concordants de culpabilité |
| COMMENT ? | - Sans formalité particulière de jour comme de nuit |
| OU ? | - Sur la voie publique
- Dans les lieux publics, tant que le public y est admis ou séjourné |

- Un APJ : doit conduire sans délai la personne:
 - a) Devant l'OPJ le plus proche
 - b) En l'absence de l'OPJ durant le P.R. ou le J.P.C.E.
- Un OPJ : après enquête conduit la personne devant le P.R. ou le J.P.C.E.

III) Droit d'arrestation en Vertu de mandats ou décisions de Justice :

Vous devez appréhender la personne qui fait l'objet:

- D'un mandat d'amener
- D'un mandat d'arrêt ou d'une ordonnance de prise de corps,
- D'un extrait de jugement ou d'arrêt
- D'une contrainte par corps

QUAND ?

Vous procédez à l'arrestation, après exhibition du mandat, de jour comme de nuit.

Pour un mandat d'arrêt, un mandat d'amener, une ordonnance de prise de corps, un extrait de jugement, une contrainte par corps,

VOUS POUVEZ : Pendant le temps légal de jour:

- Entrer d'autorité au domicile de la personne pour procéder à son arrestation.

QUI ? : La personne qui fait l'objet d'un ordre d'arrestation.

POURQUOI ? : - Fausse déposition devant une
- Pour crime ou délit commis à l'audience d'une cour ou d'un tribunal

OU ? : - Vous ne pouvez procéder à cette arrestation que dans un lieu public
- Conduite des personnes appréhendées devant le P.R. ou le J.P.C.E.

IV) - Droit d'arrestation en vertu de lois spéciales:

VOUS DEVEZ APPREHENDER :

- La personne qui est en position militaire irrégulière (deserteur par exemple)
- Conduire celle-ci devant l'autorité compétente (Tribunal militaire)

V) - Droit de se saisir d'une personne par mesure de police :

Il ne s'agit pas d'une arrestation mais d'une mesure de Police qui a pour objet de prévenir le désordre public le désordre public, c'est à dire de ne pas laisser circuler un individu dangereux tel qu'un ivrogne ou un fou.

3

VOUS DEVEZ VOUS SAISIR DE :

QUI ? : La personne en état d'ivresse publique et manifeste

DESTINATION ? : Conduire à la chambre de sûreté de votre BT.

QUI ? : La personne en état d'aliénation mentale et dangereuse.
Après qu'il ait recouvert la raison il est remis en liberté.

DESTINATION ? : Conduite et reprise au Maire

TRAFFIC PROGRAM

PART ONE : INTRODUCTION

- I. Historical overview
- II. Number of Vehicles in Rwanda
- III. Roads in Rwanda
- IV. Traffic in Rwanda
- V. Traffic accidents in Rwanda

PART TWO : DEFINITION AND APPLICATIONS OF TRAFFIC LAWS

- I. Legal Text
- II. Definitions:
 - Present regulations
 - The public highway and its various parts
 - Motorists
 - Vehicles
 - Vehicles on rails
 - Animals
 - Vehicle weights, positions and accessories
 - Qualified police officer
 - Accidents
 - Requisitions

PART THREE : TRAFFIC

- I. General rules applicable to all motorists
 - Protection of public roads and motorists
 - Various subjects and matters
 - Smoke or steam
 - Obstacles
 - Drivers
 - Place on the highways
 - Maneuvers
 - Lane changing and passing
 - One way
 - Turning
 - Speed
 - Stopping and parking
 - Particular provisions
 - Use of lights
 - Signaling a turn or slowing
 - Use of horn
 - Rear-view mirrors
 - Window wipers
 - Motors, sounds, and smoke
- II. Special rules applicable to certain motorists
 - Pedestrians

- Convoys
- Vehicles-in-tow
- Handcarts. Wheelbarrows
- Bicycles and mopeds
- Animals
- Traffic in ports, airports, and railway stations

PART FOUR : ROAD MARKERS

- I. General provisions
- II. Road signs
 - signs warning of danger
 - prohibiting or obliging signs
 - directional markers
- III. Illuminated Signs
 - traffic lights
 - various illuminated traffic signs
- IV. Horizontal markers (or markers on the street)
 - longitudinal markers
 - oblique markers
- V. Markers indicating obstacles and work in progress
- VII. Regulation markers (practical exercises)

PART FIVE : ROLE OF THE GENDARMERIE IN TRAFFIC CONTROL

- I. Legal and Regulatory basis
 - Decree: Law on 23 January 1974 regarding the creation of the National Gendarmerie (Art. 15)
 - Regulatory texts governing the role of the National Gendarmerie.
- II. Intervention Modalities of the Gendarmerie
 - A/ General rules - Prevention - Education - Assistance - Suppression.
 - B/ Gendarme's Profile
 - Introduction
 - Rules of engagement between a gendarme and a motorist
 - Proper attire
- III. Regulation of vehicles
 - Principles
 - Stopping a vehicle
 - Intercepting a vehicle

- Intercepting at night
- Questioning the motorist

IV. Various types of services - Principles

V. Accidents and accident proceedings

A/ Accidents

- Preparing for intervention
- Transportation to site
- Use of signaling markers
- protective measures

B/ Practical exercises for accident report

- outline
- the body of the accident report

PART SIX :

- A/ Identification (registration)
- B/ Driver's license (categories)

DEUXIEME PARTIE - LE CHAMP D'APPLICATION DU CODE DE LA
ROUTE - LES DEFINITIONS

CHAPITRE.I. TEXTE LEGAL = ORU N°660/206 du 11 Septembre 1958
(et ses modifications) Règlement de la police du roulage et de la circulation.

Article 1. Le présent règlement régit la circulation sur la voie publique des piétons, des véhicules ainsi que des animaux de trait, de charge ou de monture et des bestiaux.

Les véhicules sur rail empruntant la voie publique ne tombent pas sous l'application du présent règlement.

CHAPITRE II. DEFINITIONS

1. "Présent Règlement."

C'est le règlement de la police du roulage et de la circulation. Nous le désignerons dans notre étude par le terme de " Code de la route" ou par le sigle "CR"

2. "Voie Publique"

a) Le terme " Voie Publique" désigne les routes, les rues, places publiques, aires de parcage, chemins, ponts, bacs, sentiers et d'une façon générale toutes les voies ouvertes à la circulation publique par terre.

Remarques =

- Le CR n'est pas applicable sur =
- la cour intérieure d'une usine;
- une voie située dans un domaine universitaire;
- la cour d'une caserne;
- un chantier d'une rue en construction où seuls les véhicules affectés au travail y sont autorisés;
- les parkings réservés à une catégorie de personnes.
Exemple: La clientèle d'une banque (Parking Privé).

Il ne faut pas confondre voie publique et lieu public. On entend par lieu public : la voie publique, les terrains non publics mais ouverts à certaines personnes (Ex. certains parkings)

La voie publique et ses parties

x b) Le terme "chaussée" désigne la partie de la voie publique aménagée pour la circulation des véhicules en général. Pour qu'il y ait "chaussée" il faut un revêtement dur en macadam, béton, ou pavés ... et un espace suffisant pour permettre la circulation de véhicules.

c) Le terme "bande de circulation" désigne toute partie d'une chaussée divisée dans le sens longitudinal par une ou plusieurs lignes blanches soit continues, soit discontinues. Ces dernières sont constituées par des traits interrompus ou des points.

La bande de circulation de par sa largeur doit permettre la circulation d'une automobile.

d) Le terme "voie carrossable" désigne la chaussée et les accotements de plain-pied.

"Accotement de plain-pied" désigne la partie de la voie publique qui se trouve au même niveau de la chaussée et qui sert généralement à l'immobilisation des véhicules et qui separe la chaussée du trottoir ou de la partie cyclable. Par fois l'accotement de plain-pied sert à la circulation des piétons, des bicyclettes et des cyclomoteurs à deux roues.

"Accotement en saillie" et trottoir se trouvent à un niveau supérieur à celui de la chaussée. La difference est que le trottoir est bitumé ou dallé pour la circulation des piétons et généralement situé le long des maisons.

e) Le terme "piste cyclable" désigne la partie de la voie publique affectée à la circulation des bicyclettes et des cyclomoteurs par une signalisation spéciale. La partie de la voie publique délimitée par deux lignes discontinues parallèles de couleur blanche et n'ayant pas une largeur souffisante pour permettre la circulation des automobiles constitue une piste cyclable.

f) Le terme "sentier" désigne une voie publique si étroite qu'elle peut seulement être empruntée par les piétons, les conducteurs des bicyclettes, de cyclomoteurs à deux roues. Il peut être ou non bitumé ou pavé.

g) Le terme "chemin de terre" désigne voie publique plus large qu'un sentier et qui n'est pas aménagée pour la circulation des véhicules en général.

h) Le terme "carrefour" désigne le lieu de rencontre de deux ou plusieurs voies publiques. Ainsi donc la rencontre entre un sentier et une chaussée, entre deux chemins de terre, entre une chaussée et un chemin de terre... constitue un carrefour. En général la rencontre entre une voie privée et une voie publique n'est pas un carrefour (sauf si la voie privée a les apparences d'une voie publique).

3. Les personnes

a) "Usager": il s'agit de toutes les personnes qui empruntent la voie publique (piétons, conducteurs, convoyeurs, et passagers).

b) Le terme "piéton" désigne la personne qui va à pied ainsi que les personnes qui conduisent à la main un chariot, une brouette, une voiture d'enfant....

c) Le terme "conducteur" désigne toute personne qui assure la direction d'un véhicule ou qui guide des animaux de trait, de charge, de monture ou des bestiaux ou en a la garde.

Un fermier qui conduit ses vaches à la prairie est un conducteur. Une personne qui est assise au volant d'une voiture pour la garder n'est pas un conducteur parcequ'il n'assure pas la direction du véhicule.

Les personnes qui conduisent à la main bicyclettes ou cyclomoteurs à deux roues ne sont pas des conducteurs mais des piétons.

d) Le terme "passager" s'applique à toute personne qui, n'étant pas conducteur a pris place sur ou dans un véhicule.

e) Le terme "convoyeur" désigne la personne qui assiste le conducteur d'un véhicule attelé ou le conducteur d'animaux de trait, de charge, de monture ou des bestiaux.

4. Véhicules

Le terme "véhicule" désigne tout moyen de transport par terre, ainsi que tout matériel mobile agricole ou industriel.

Les bateaux et les avions sont exclus -

Seul le matériel mobile agricole ou industriel est considéré comme véhicule. Le matériel porté n'est pas un véhicule;

Exemple = Charrue, semoir.

b) Le terme "cycle" désigne tout véhicule: bicyclette, tricycle, quadricycle, propulsé à l'aide de pédales par un ou plusieurs de ses occupants et non pourvu d'un moteur.

Le terme "cycliste" veut dire conducteur de bicyclette et non de cycle.

Le terme "cyclomoteur" désigne une bicyclette pourvue d'un moteur auxiliaire d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm³. Le cyclomoteur à deux roues non monté n'est pas considéré comme véhicule à - celui qui le conduit à la main est comme aux règles applicables aux piétons.

La "bicyclette" et le "cyclomoteur" non montés ne sont pas considérés comme des véhicules.

c) Le terme "motocyclette" désigne tout véhicule à deux roues pourvue d'un moteur, à l'exclusion des cyclomoteurs.

d) Le terme "tricycle" à moteur et "quadricycle à moteur" désigne respectivement les véhicules à trois et quatre roues dont la tare ne dépasse pas 350kg et pourvus d'un moteur d'une cylindrée n'excédant pas 350cm³. L'adjonction d'un side-car ou d'une remorque aux cycles, bicyclettes, cyclomoteurs, et tricycles ne modifie pas la classification de ces engins.

e) Le terme "véhicule automobile" désigne tout véhicule automobile ne répondant à l'une de définitions données aux cyclomoteurs, motocyclettes et tricycle à moteur.

f) le terme "remorque" désigne tout véhicule destiné à être tiré par un autre. Un véhicule automobile en panne tiré par un autre n'est pas considéré comme une remorque. Un véhicule attelé n'est pas une remorque car il n'est pas destiné à être tiré par un véhicule mais par des animaux.

g) Le terme "semi-remorque" désigne toute remorque sans essieu avant, dont la partie avant repose sur le véhicule auquel elle est accouplée, de sorte qu'une partie appréciable de ce poids est supporté par ce véhicule.

h) Le terme "train de véhicules" désigne tout ensemble de véhicules attachés l'un à l'autre en vue d'être mis en mouvement par une même force. Lorsqu'un train de véhicules est composé d'un tracteur et d'une semi-remorque, il porte le nom de "véhicule articulé" Exemple - voiture qui tracte une caravane.

- voiture en panne tractée par un autre véhicule.

- deux charettes tirées par des chevaux.

5. Véhicules sur rail Il s'agit des tramways qui empruntent la voie publique. Le dernier alinéa de l'article un dit qu'ils ne tombent pas sous l'application du CR. Généralement ils sont régis par les dispositions particulières qui invitent leurs conducteurs à se conformer aux signaux lumineux de circulations et aux injonctions des agents qualifiés.

6. Animaux de trait, de charge, de monture, bestiaux.

- "Animaux de trait": Animaux qui servent à tirer un véhicule

- "Animaux de charge": Animaux qui portent des choses.

- 4
- "Animaux de monture" : Animaux sur lesquels une personne monte.
 - "Bestiaux" : Gros animaux domestiques.

Le CR ne s'applique pas aux petits animaux domestiques tels que chiens, chats, volailles... (voir divagation d'animaux sur la voie publique) qui engage la responsabilité civile du propriétaire ou gardien de l'animal par la réparation des dommages causés par celui-ci.

La poursuite pénale peut resulter des coups de blessures ayant entraîné ou non la mort.

Poids, positions et accessoires du véhicule

- a) Le terme "tare" désigne le poids d'un véhicule en ordre de marche, avec sa carrosserie, équipement, accessoires et le plein de combustible, d'eau et de lubrifiant, mais non comprises les personnes ou les marchandises transportées.
- b) Le terme "poids en charge" du véhicule désigne le poids du véhicule en ordre de marche, ainsi que celui de son chargement, y compris le poids du conducteur et de toute autre personne transportée.
- c) Le terme "poids maximum" autorisé du véhicule désigne le poids total maximum du véhicule déterminé d'après les résistances des organes du châssis, compte tenu des dispositions édictées par la présente ordonnance.
- d) Le terme "véhicule à l'arrêt" désigne un véhicule immobilisé pendant le temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses.
- e) Le terme "véhicule en stationnement" désigne un véhicule immobilisé au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses.
- f) Le terme "catadioptré" désigne un dispositif réflecteur renvoyant vers leur source les rayons lumineux qui le frappent.

7. Agents Qualifiés

Sans préjudice des pouvoirs spéciaux des officiers de police judiciaire désignés par l'Ordonnance N° 11/46 du 19 Mai 1950, sont spécialement chargés de l'exécution de la présente ordonnance:

- les agents du service territorial
- les agents des cadres et de corps de police ainsi que les policiers des centres extra-coutumiers.
- les policiers des circonscriptions indigènes nominativement désignés par l'administrateur de territoire.
- les agents du service des travaux publics.
- les agents du service des douanes en ce qui concerne l'article 131.
- les agents du service des impôts en ce qui concerne les articles 121 à 134.
- les membres de la Force publique en service et dûment mandatés par l'autorité.
- les agents des services exploitant les installations prévues à l'article 56, dans les limites des zones prévues à cet article.

8. Accidents

L'usager qui est impliqué dans un accident ayant provoqué des dommages corporels est tenu:

- de prêter ses bons offices en vue de porter secours aux

blessés;

- à défaut de constatation par agent qualifié, de faire la déclaration de l'accident dès que possible et au plus tard dans les 24 heures à l'autorité territorial ou de police.

9. Réquisitions

Toute personne est tenue de faire connaitre son identité, à toute réquisition d'un agent qualifié, faite à l'occasion d'une infraction à la police de la circulation routière ou d'un accident de la circulation.

Emplois occupés	Dès la fin de ses études, Jules a d'abord travaillé avec son père puis, compte tenu de son instruction, il a facilement trouvé un emploi de bureau à l'Agence OPROVIA de Butare où il travaille toujours.
Activités politiques & syndicale	Kayumba ne se livre à aucune activité politique ou syndicale. Au bureau, il a toujours refusé de suivre ses camarades syndiqués. Par contre il fait partie de l'Association Sportive "L'ETOILE" dont il est un animateur compétent et dévoué, ayant beaucoup pratiqué le football au Lycée.
Moralité, Valeur professionnelle	D'une excellente moralité et tenue, Kayumba Jules est particulièrement apprécié de son employeur et de ses chefs qui le considèrent comme un garçon honnête, sobre et consciencieux.
Situation de fortune	Habitant dans une villa achetée avec le crédit de l'Etat et qu'il paie régulièrement, le ménage Kayumbya est très bien considéré dans le milieu des instituteurs et employés de commerce. Econome et sérieux, il n'a aucune dette. Avec sa femme, ils vivent de leur traitement et salaire. Ils n'ont aucune autre ressource.
Avis de l'enquêteur	En conclusion, compte tenu des bons renseignements recueillis, je considère qu'une suite favorable pourrait être réservée à la demande formulée par Mr. Kayumbya Jules qui par ailleurs n'a jamais attiré l'attention de la Gendarmerie ou de la Police.

Les Recherches des Personnes signalées

I. Généralités

La Gendarmerie participe à la recherche des individus identifiés que des investigations immédiates n'ont pas permis de découvrir.

II. Les Recherches Spéciales :

Elles tendent à la découverte d'un individu déterminé et sont menées de façon continue sur tout le territoire et sous la responsabilité d'un officier centralisateur et directeur des Recherches (O.C.D.R) qui est habilité à faire appel à toutes les unités de Gendarmerie dont il estime le concours nécessaire.

III. Le Contrôle des Personnes auprès du Fichier Central :

Il tend à la découverte de tous les individus recherchés ou à surveiller. Tout individu recherché fait l'objet d'une fiche de recherche classée:

- Dans le Fichier de renseignements des Brigades :
 - De son lieu de naissance
 - De son dernier domicile
 - De tous les lieux où il a des attaches
- Au Fichier central de la Gendarmerie à Kigali

IV. Examen de situation:

Qui ? Au cours des services que vous effectuez

Vous devez: - Détecter toute nouveau passant ou venant résider sur votre circonscription

- Relever son identité
- Vérifier si elle fait l'objet ou non de recherches

Toute personne détectée est à considérer comme:
nouveau résident ou Passager

a) Est nouveau résident:

- Toute personne résident dans la circonscription qu'elle y soit née ou pas, mais n'ayant pas encore été identifiée par la Brigade.
- Toute personne se fixant dans la circonscription d'une façon définitive ou temporaire.

b) Est Passager:

- Toute personne passant dans la circonscription
- Toute personne séjournant moins de trois mois dans la circonscription.

Nota: Une personne qui acquiert ou prend un bail de longue durée une résidence secondaire, est considérée comme nouveau résident, même si elle occupe cette résidence épisodiquement (moins de trois mois dans l'année)
Les personnes faisant partie de cette catégorie en voie d'expansion constante sont appelées des résidents non permanents.

①

son N° 5

Les Barrages

350 copies

A - L - 9

23 janvier 199

I Généralités :

12
130.60
101
Def : Le barrage a pour but d'interdire complètement à une foule pendant un temps déterminé l'accès d'un espace donné. C'est donc une restriction à la liberté.

② Types : trois

A) D'arrêt : La foule ne doit pas pénétrer dans un espace interdit ou déborder d'un espace déterminé.

B) De canalisation : La foule doit être amenée à emprunter un itinéraire autorisé et empêchée d'en emprunter un autre.

C) Filtrant : Seules certaines personnes sont admises à y pénétrer dans un espace interdit à la plus grande partie de la foule.

③ Principes :

Il est prescrit par une réquisition particulière.

Face à la foule, le barrage doit donner une impression :

- De Masse

- De puissance

- De cohésion.

Il est placé sous les ordres d'un chef unique : le Commandant du Barrage

II Le barrage d'arrêt fixe fermé

1. Composition :

14 Eléments

• 1 élément de contact (mission d'arrêt)

• 1 élément d'appui (jet de grenades)

• 1 élément de réserve (renforcement, dégagement, garde des pers. appréhendées)

• 1 élément de sûreté (protection arrière)

- Peut être renforcé par des moyens complémentaires.

- Plusieurs Escadrons peuvent participer à la constitution d'un barrage (selon ambiance et terrain).

2) Règles particulières d'exécution du service :

a) Principes : Comme toujours au maintien de l'ordre :

- Se Montrer ferme et énergiques,

- Ne Manifester aucune nervosité, aucun signe d'imbalance.

Ecouler

→ la Foule

→ les meneurs

Rendre Compte

III Les formes dérivées du barrage d'arrêt fixe fermé

Il s'agit des adaptations du barrage d'arrêt fixe fermé; elles n'en diffèrent que par la forme des dispositifs imposés par le résultat à atteindre.

A) Le barrage d'arrêt mobile

1. Mission

Même mission générale que le barrage d'arrêt fixe fermé.

Particularités: se caractérise par ses conditions de mise en place; le détachement étant envisagé d'urgence au devant d'une foule en marche pour lui interdire l'itinéraire qu'elle emprunte.

Réalisation: Le dispositif du barrage d'arrêt fixe fermé est réalisé progressivement -

- en installant d'abord un fort élément de contact.

- puis en constituant les éléments d'appui, de sûreté et de réserve.

Rôle des exécutants: Mission délicate exigeant:

• Discipline

• Souplesse

• Rapidité d'intervention

Les barrages de canalisation

Missions

• Soit faire écouler et maintenir une foule sur un itinéraire déterminé,

• Soit après avoir secouru la foule,

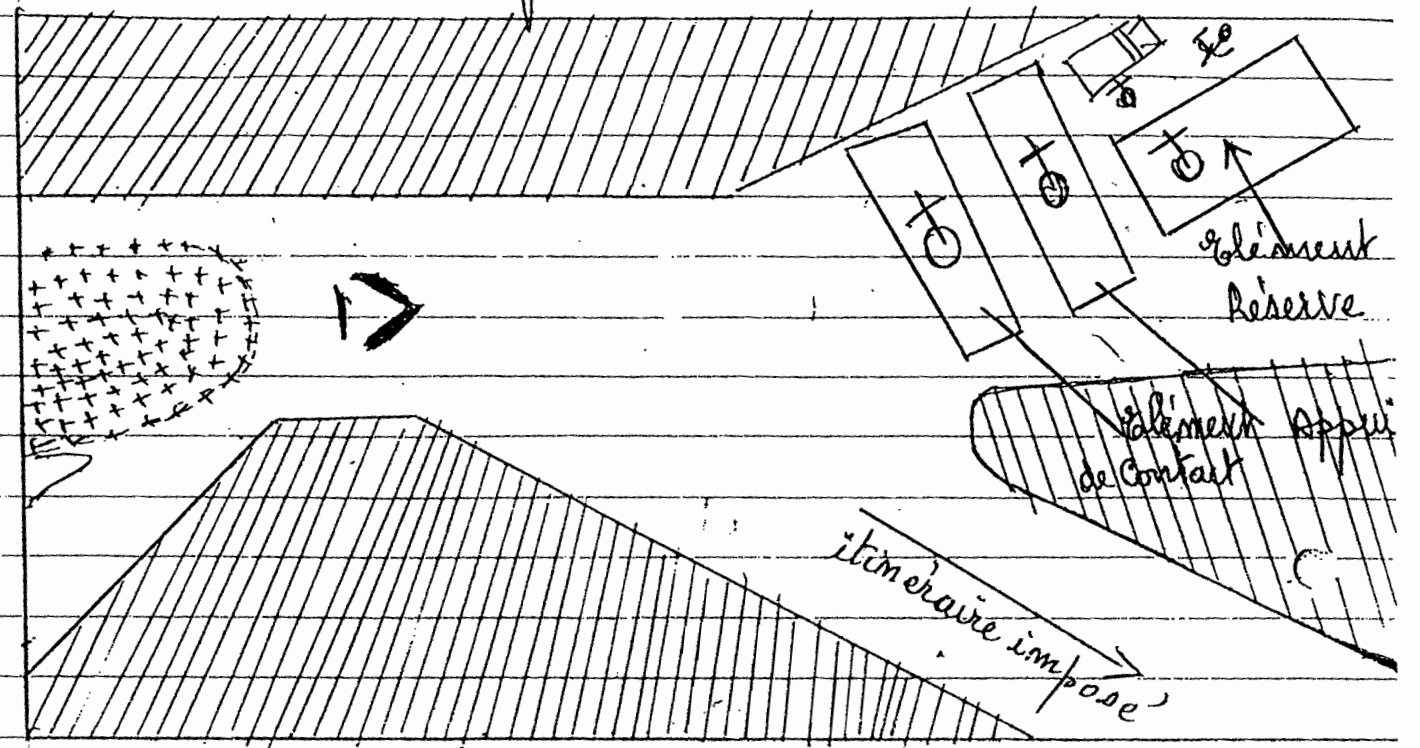
l'aiguiller sur différentes voies.

Le maintien sur un itinéraire est réalisé en installant des barrages d'arrêt fixes fermés aux entrées des rues adjacentes.

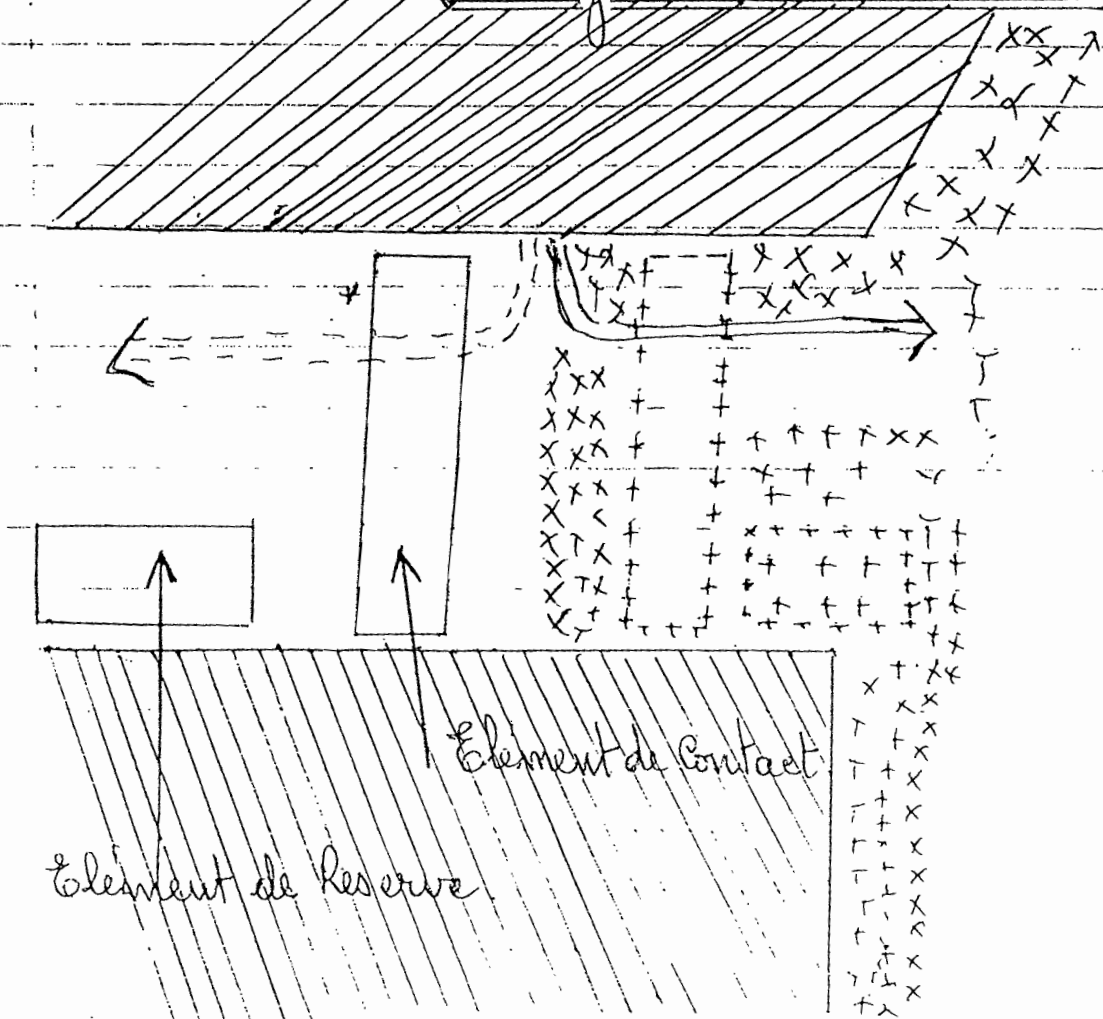
La scission en plusieurs courants s'obtient:

• soit par le jeu d'ouvertures et de fermetures successives de barrages d'arrêt fixes fermés convenablement disposés.

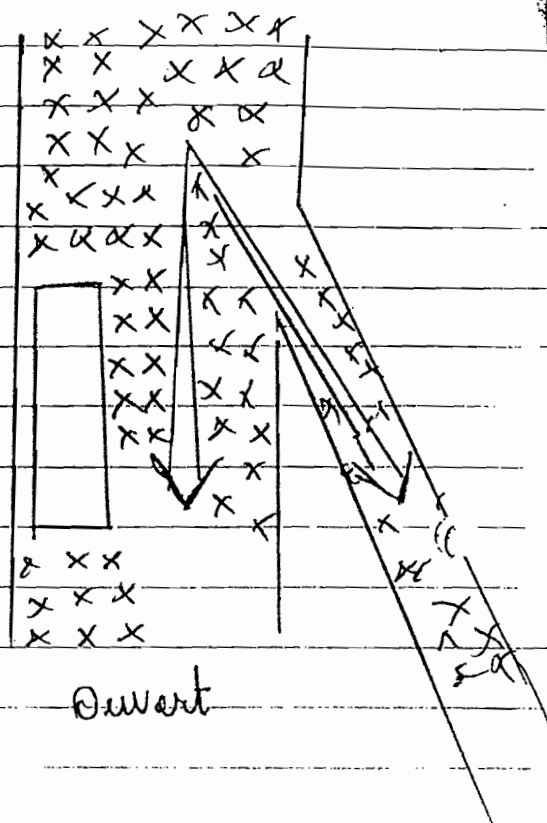
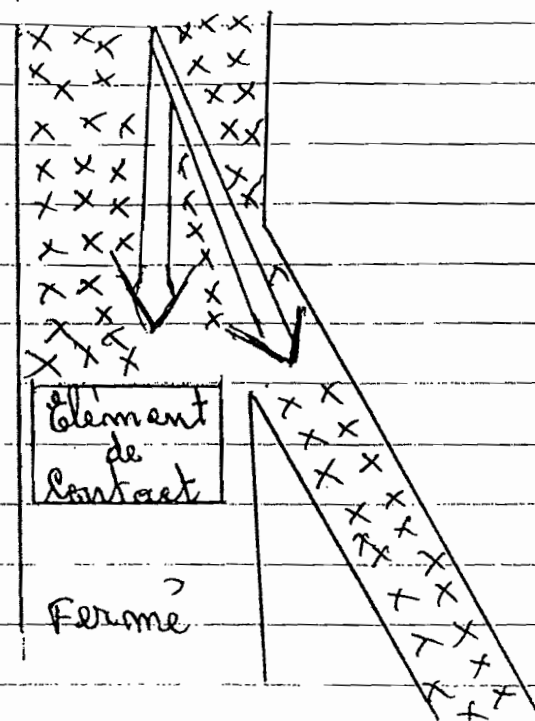
Le Barrage d'arrêt Mobile



Barrage de Canalisation



Garage intermittent



INSTRUCTEUR MAJOR ZANGA BERTHE

SCE EN BRIGADE N°5

B/ LES PATROUILLES

But :

- Exercer de jour comme de nuit, de manière systématique en fonction des renseignements recueilli ou à rechercher, une surveillance particulière en certains points de la circonscription ou sur des itinéraires déterminés;
- assurer la surveillance nocturne de la circonscription.

Exécution du service :

Leur durée et leur fréquence sont fixées par le CB en fonction de leur objet et de la nature de la surveillance à exercer. Cependant chaque commune doit être vue, de nuit, au moins une fois par mois. Les patrouilles de nuit, au moins une fois par mois. Les patrouilles de nuit sont effectuées, au maximum, par deux militaires et si les effectifs le permettent par 3 ou 4 pour étendre et intensifier la surveillance.

Leur objet étant de recueillir des renseignements déterminés ou d'exercer une surveillance particulière, leur durée est généralement moindre que celles des visites de communes.

Rôle des Gendarmes

Comme pour la visite de communes la patrouille se fait à allure lente mais comme le personnel ne prend pas un contact systématique avec la population et les autorités, sa durée est plus brève.

Les patrouilles de nuit visent spécialement des surveillances particulières (débits de boissons, bal, maison habitées par des suspects) permettent la prise de contact avec certaines personnes (employés de gare, boulangers)

La traversée à pied des lieux où l'on veut exercer une surveillance discrète s'impose de nuit.

C) Les Services imposés

o 1) Définition :

Ce sont les services:

- exécutés en vertu d'ordres des chefs de l'armée (services spéciaux de police de la route, surveillance de points sensibles, barrages, etc..)

exécutés sur demande des autorités, enquête judiciaires, administratives, réquisitions.

résultant d'événement imprévus : incendie, crimes délits, accidents, secours, etc.....

Ces événements imprévus qui requièrent l'intervention de la gendarmerie sont parfois mineurs mais souvent graves et tragiques. Ils exigent toujours une intervention rapide qui doit être efficace. Ils imposent au CB en choix immédiat, une prise de décision très rapide pour faire agir sur le champ les moyens en personnel et matériel disponibles ou récupérables. Ces événements perturbent l'activité de l'unité et leur répétition devient parfois insupportable dans certaines brigade particulièrement exposées.

2) Modalités d'exécution

Ce sont des services spécialement commandés par le CB qui ne peut en la matière exercer son initiative

D) Les Services mixtes

Définition : Les services mixtes comportent une part la surveillance limitée par des obligations plus ou moins importantes (remise de pièces, enquêtes...) ayant bien sus des répercussion sur la répartition :

- dans l'espace : nécessite d'envoyer le personnel dans les lieux où les enquêtes doivent être exécutées; le CB n'est plus libre de choisir le point d'application du service.
- dans le temps : nécessite de trouver les intéressés chez eux, hors des jours et heures de travail ouvrables.

Ce sont donc des services qui comportent à la fois une part de service d'initiative et une part de service imposé.

Modalités d'exécution

Sont exécutés dans les conditions prévue à la fois pour les services d'initiative et les services imposés. Si l'initiative du CB est restreinte celle des personnels en service peut et doit se manifester longuement.

E) Les Services divers

But : Les services divers ont pour but l'exécution de la mission n'entrant pas dans l'activité normale de la brigade ou dépassant le cadre de la circonscription de celle-ci

Nature :

- Déplacements (visites médicales, séance d'instruction à la compagnie, au groupement, réunion de CB ou de candidats divers à la compagnie)
- Escortes (ambulances, fonds, personnalités)
- Extraction de détenus;

- Participation à des services d'ordre (circonscription de la brigade ou extérieur, P.G.R.M, etc
- Transfèvements (Voir cours PJ).
- Tribunaux (Police à l'intérieur au moment des audiences)
- Transports de justice (reconstitutions diverses)

F) Caractères Communs au Service à l'extérieur

Exceptés les services divers qui font l'objet d'instructions particulièrement tous les services à l'extérieur présentent des caractéristiques communes.

1) Répartition du service

Entre les gendarmes

Le nombre et la durée des services à l'extérieur que doit effectuer par mois chaque militaire de la Brigade dépendent essentiellement:

- des caractéristiques propre à l'unité et de la circonscription (population groupée ou dispersée, terrain plat ou accidenté, effectif de l'unité)
- des charges diverses qui incombent à l'unité et à son personnel (Brigade de chef lieu, nombreux transfèrement....)
- des fonctions particulières exercées par certains militaires.

Dans l'espace par commune

Dans ce domaine aussi une très large confiance est faite au CB pour qu'il assure la surveillance la plus efficace possible avec les moyens dont il dispose et compte tenu de ses charges.

Chaque commune de la circonscription doit cependant être visitée 2 fois par mois au minimum de jour (visite de commune) et une fois de nuit (patrouille)

Dans le temps

Les heures de surveillance doivent être réparties sur toutes les heures de la journée et de la nuit.

Il faut éviter une périodicité trop régulière des services, savoir varier les itinéraires pour créer un certain "effet de surprise" Il faut également doser le service selon l'importance des communes.

2) Commandement

C'est le gradé ensuite le gendarme venant le premier dans l'ordre de subordination des gendarmes de l'unité qui assure le commandement du service externe. Au départ du personnel le chef de poste lui donne toutes les indications verbales

complémentaires utiles et répond aux questions qui pourraient lui être posées.

3) Effectifs

En principe les gendarmes marchent pas deux pour respecter en cas de nécessité le principe suivant :

"Force doit rester à la loi"

De même sauf nécessité absolue, les gendarmes ne doivent jamais se séparer. Il peut y avoir plus de deux gendarmes. Pour les missions simples et rapides (remise de pièces) a seul gendarme peut être employé.

4) Moyens

De locomotion (Pour mémoire)

Armement (Pour mémoire)

Documents à emporter

- Bulletin de service

- pièces diverses à remettre au concernant les enquêtes
- memento du gendarme
- memento des infractions à la Police de la route
- carnet timbre - amende
- carnet de déclaration

Matériel à emporter

Éventuellement, lorsque les nécessités du service l'imposent :

- la mallette de constatations, comportant notamment l'appareil de photo,
- Une machine à écrire (Commission rogatoire par ex.
- Un repos froid si le service est prévu de longue durée.

Tenue

Doit être strictement la même pour tout le personnel participant au service.

Est inspectée au départ par le CB.

Ne pas fumer au cours des interventions, police de la route, poste fixe, etc...

Une tenue brillante renforce le prestige de l'armée. "relations publiques" (C'est sur l'attitude et la tenue qu'un homme est d'abord jugé.)

Conclusion

Les visites de communes constituent la base du service des brigades, c'est par elle que sera réalisée l'exploration méthodique du territoire, c'est au cours de leur exécution que le personnel pourra se livrer à fond à la recherche du renseignement. C'est enfin grâce à elle que les gendarmes connaîtront parfaitement les choses et les gens de leur circonscription. Mais ces services n'atteindront vraiment leur but que s'ils sont exécutés par un personnel connaissant bien son métier et sachant faire preuve d'initiative

Complétée par les patrouilles de jour et de nuit, elle permettent d'affirmer en tous lieux et en tout temps la présence de la gendarmerie. Même au cours de l'exécution des services imposés par les chefs ou les événements il importe d'insister sur l'esprit d'initiative du gendarme.

Grâce à l'emploi judicieux de ces différents services, les CB sont en mesure d'atteindre, en dépit des faibles effectifs dont ils disposent, les buts fixés à l'armée.

LES CROQUIS

Plusieurs croquis sont souvent nécessaires pour :

- Situer les lieux du méfait.
- Donner la position du corps du délit.

OPJ chargé de l'enquête VOUS DEVEZ ETABLIR

- 1 UN PLAN DE SITUATION
pour situer géographiquement le lieu du crime ou du délit
- 2 UN PLAN GENERAL DES LIEUX.
pour situer le lieu du crime ou du délit par rapport à un ensemble.
- 3 UN CROQUIS D'ENSEMBLE - LIEU DU CRIME OU DU DELIT.
pour représenter le lieu du crime ou du délit dans son cadre.
- 4 UN CROQUIS D'ETAT DES LIEUX.
pour représenter dans le détail l'endroit où le crime ou le délit a été commis
- 5 DES CROQUIS DE DETAIL
éventuellement, pour représenter les particularités caractéristiques.

GENDARMERIE NATIONALE

REPUBLIQUE RWANDAISE

GROUPEMENT

LIBERTE - COOPERATION - PROGRES.

COMPAGNIE

de :

BRIGADE

PROCES VERBAL D'ENQUETE PRELIMINAIRE

de :

NATURE DE L'AFFAIRE

Personne(s) soupçonné(e)s

Victime(s).

P.V n°

L'an mil neuf cent quatre-vingt (1), le

Nous soussigné : (2).

officier de police judiciaire

Vu les articles (3) du code de procédure pénale.
rapportons les opérations suivantes que nous avons effectuées,
agissant en sus forme et conformément aux ordres de nos chefs :

1 - PREAMBULE (4).

- CIRCONSTANCES DE LA SAISINE
- MESURES PRISES ET AVIS TRANSMIS
- CONCOURS RECUS

2 - SITUATION A L'ARRIVEE DES ENQUETEURS

- Personnes présentes
- Dispositions ayant été éventuellement prises avant l'arrivée des enquêteurs par les autorités administratives, les témoins, la famille, le personnel de la gendarmerie, etc. -
 - * pour porter secours
 - * pour préserver les indices
- Exposé des faits tels qu'ils apparaissent à l'enquêteur après les premières constatations et qui lui ont permis d'élaborer des hypothèses et d'orienter les investigations -

3 - MESURES PRISES

- Dispositions prises à l'arrivée des enquêteurs.
 - * pour porter secours
 - * pour assurer l'ordre
 - * pour préserver les indices

- Informations des différentes autorités concernées

Notification des personnes impliquées dans l'enquête
est faite au lieu de l'infraction -

- Participation des missions

demandes de concours de militaires de l'Armée (qual
techniques) -

EMPLOI D'UN INTERPRETE

1. Flagrant délit ou enquête préliminaire.

La réquisition d'un interprète n'est pas prévue dans ce genre de procédure. Il faudra donc faire appel à un interprète bénévole. Aucune forme n'est spécialement prévue. Toutefois par extension aux articles du C.P.P., l'interprète devra être âgé de plus de 21 ans, ne pas être témoin dans l'affaire et prêter serment de traduire fidèlement les dépositions.

La formule suivante sera employée :

Le (date) à heures
nous trouvant à (lieu) comparait devant nous la personne ci-
après nommée qui, ne parlant que le -- (langue vernaculaire ou
étrangère) --, entendue par le truchement de M^r -- (nom, prénom,
âge, résidence) qui a prêté serment de traduire fidèlement la déposition, déclare

Le 199 à heures
Après lecture faite de la déposition ci-dessus, par le truchement
de M^r l'intéressé déclare n'avoir rien à y changer, à y
ajouter ou à y retrancher.

La personne entendue L'Interprète L'O.P.J. (ou L'A.P.J.)

2. Commission rogatoire

Les règles de l'article du C.P.P. doivent être observées.

- * personne âgée de plus de 21 ans à l'exclusion des témoins
- * prestation de serment si la personne n'est pas assermentée.

La formule suivante sera employée :

Après
-- pour lesquels sa déposition est requise
insérer le paragraphe suivant :

Le témoin ne parlant que le -- (langue vernaculaire ou langue
étrangère), conformément à l'article du Code de procédure pénale
nous requérons un interprète, M^r -- (Nom, prénom) --
(réquisition jointe) qui a prêté serment de traduire fidèlement la déposition

Après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité
le témoin -- la suite sans changement.

Enfin de déposition ; prêter la formule suivante :

Après lecture faite de la déposition ci-dessus, par le truchement de
l'interprète, le témoin déclare n'avoir rien à y changer, à y ajouter ou à y retrancher.
L'interprète L'O.P.J.

SERVICE EN BRIGADE

Leçon n°1

Instructeur: Major Zanga Berthé

La Brigade: Circonscription - effectifs - Moyens

I. Généralités:

Cellule organique de l'arme, la Brigade est la plus petite unité ayant un chef responsable à sa tête. A son personnel incombe la presque totalité des missions confiées à la gendarmerie seule responsable de la sécurité publique pour 100% des Rwandais et du territoire.

La brigade type est la Brigade Territoriale. Implantées en une gigantesque toile d'araignée sur tout le territoire, les brigades territoriales exercent une surveillance continue et répressive qui constitue l'essentiel de leur service.

Normalement à côté des brigades territoriales polyvalentes existent des brigades spécialisées dans certaines parties du service.

- Brigades Motorisées (B.MO) exerçant dans le cadre des pelotons motorisés des groupements (P.MO) les missions de police de la Route.
- Brigades des Recherches (B.R.) et Sections de Recherches orientées exclusivement vers la Police Judiciaire.
- Brigades Mixtes (B.MI) unités semi-spécialisées (Service Spécial et Police de la Route).

II. La Circonscription:

a. Définition: La circonscription (ou assiette) d'une brigade est la portion de territoire placée sous sa surveillance, c'est à dire la zone dans laquelle s'exerce sa compétence.

b. Implantation d'une brigade: elle est fondée sur deux principes:

- **Maintien du quadrillage** afin d'éviter dans certaines régions le "vide administratif". Pour assurer ses missions et en particulier la mission permanente du renseignement, la gendarmerie doit conserver le contact avec la population.
- **Rapidité d'intervention.**

Ces deux principes posés, l'implantation des brigades est fonction d'un certain nombre de facteurs, à savoir :

c. Difficultés d'harmonisation des effectifs:

Plusieurs hypothèses ont été étudiées pour harmoniser le binôme effectifs-population.

1. Si la population est inférieure au nombre idéal d'habitants tout en étant implantée sur une vaste surface (zones exclusivement rurales) il serait possible de supprimer la brigade compétente et de rattacher la circonscription à une brigade voisine. On gagnerait du personnel mais les délais d'intervention seraient alors incompatibles avec les missions de l'arme. Dans ce cas et dans le but de maintenir les délais d'intervention dans des limites raisonnables, la brigade est conservée. On se heurte par ailleurs à l'opposition farouche des élus locaux lorsqu'il est question de suppression de brigade.

2. Si par contre sur une circonscription donnée la population est largement supérieure au nombre idéal d'habitants, on peut envisager plusieurs solutions:

- Créer de nouvelles unités qui se partagent la circonscription initiale
- augmenter les effectifs de la brigade unique et créer en son sein des équipes s'occupant toujours du même secteur de la circonscription. Cette solution a l'avantage de réduire les charges à la caserne (permanence entretien, etc.)
- mettre en place des postes permanents.

d. Commandement:

La brigade est commandée par un "gradé" maréchal des logis-chef, adjudant ou adjudant-chef selon l'effectif.

Le commandant de brigade est assisté par :

- un ou plusieurs gradés (unités à gros effectifs
- un gendarme adjoint (unités commandées par un MDL-Chef)

IV. Moyens Matériels:

Les moyens matériels des unités de gendarmerie départementale sont fixés par le TED.

Ne sont donnés dans le cours que les notions générales.

- Moyens de transport et locomotion : bicyclette, motocyclettes, voitures automobiles.
- Les transmissions : téléphone (toutes les brigades en sont dotées), radio
- Armement.

Matériel spécial de la gendarmerie :

- . lots de barrage routiers
- . lots individuels d'équipement police de la route
- . lots de sécurité et de signalisation : triangle de sécurité, équipements réfléchissants, projecteurs de barrage
- . brassard d'OPI
- . machines à écrire.

Matériels divers :

Les brigades disposent également de matériels et équipement spéciaux

- concernant:
- l'optique (boussole, jumelles)
 - le matériel (NBC)
 - l'outillage du génie
 - le service de santé
 - le chiffre
 - le couchage (permanence, chambre de sûreté)
 - les techniques particulières: moto, montagne, vedettes
 - l'éclairage (lampes de secours), groupes électrogènes
 - le mobilier de bureaux et magasins.

- Remarques:**
1. La gendarmerie utilise normalement ses moyens organiques . En cas de nécessité, peut faire appel aux moyens extérieurs, le plus souvent par réquisition (voir cours sur les principes du service)
 2. Les moyens matériels détenus par les unités sont importants et très variés; encore faut-il savoir et vouloir les utiliser pour en obtenir le meilleur rendement (mettre en marche les postes radio véhicule dès le départ de la caserne).

Conclusion:

Toute brigade a sa personnalité propre qui découle de deux facteurs importants:

- le lieu de l'implantation
- la valeur du personnel et surtout du commandant de brigade.

Les moyens dont elle dispose permettent aux gendarmes d'accomplir leurs missions avec le maximum d'efficacité.

Mais les règlements de l'arme vont plus loin: ils détaillent de la manière la plus précise les méthodes d'action des brigades. Nous verrons plus tard comment concevoir le commandement et l'exécution du service.

INSTRUCTEUR MAJOR ZANGA BERTHE

SCE EN BRIGADE N°3

PRINCIPES GENERAUX DE L'EXECUTION DU SERVICE

L'action de la gendarmerie et son efficacité reposent avant tout sur deux constantes :

- la connaissance parfaite des gens et des lieux
- la rapidité de son intervention en cas d'urgence.

1. LA CONNAISSANCE DES GENS ET DES LIEUX

L'aspect du service qui vise à l'exécution des missions essentielles de l'armée créatives de sécurité, demande beaucoup de temps et ne peut se faire qu'à pied ou avec un moyen de locomotion peu rapide, passant partout et permettant une bonne observation en marche ainsi que des arrêts instantanés et aussi fréquents qu'il est nécessaire.

Si l'on veut que la gendarmerie conserve le "contact" avec la population il est indispensable que le "dialogue" soit possible en dehors des interventions de répression.

Le service de l'armée et spécialement de la gendarmerie départementale oblige en permanence d'avoir le souci des relations publiques.

2. LA RAPIDITE DE L'INTERVENTION

Il n'est pas concevable aujourd'hui que les gendarmes arrivent les derniers sur les lieux où leur intervention est "urgente et nécessaire". C'est le cas, en particulier, lorsqu'il s'agit d'affaires portant atteinte à la vie humaine (accidents corporels, crimes, secours) ou aboutissant à la recherche et à la poursuite d'individus dangereux (crime, délits)

Dans ce cas, l'emploi de moyens modernes et rapides de transport et d'intervention est nécessaire (véhicules automobiles adaptés, vedettes, hélicoptères). N'oublions pas en effet que :

- la gendarmerie est un service public au service du public
- les retards sont l'objet parfois de critiques acerbes de particuliers ou de journalistes à l'affût du détail insolite, surtout si ce détail met en cause l'autorité ou ses représentants.

INSTRUCTEUR MAJOR ZANGA BERTHE

SCE EN BRIGADE N°3

PRINCIPES GENERAUX DE L'EXECUTION DU SERVICE

L'action de la gendarmerie et son efficacité reposent avant tout sur deux constantes :

- la connaissance parfaite des gens et des lieux
- la rapidité de son intervention en cas d'urgence.

1. LA CONNAISSANCE DES GENS ET DES LIEUX

L'aspect du service qui vise à l'exécution des missions essentielles de l'armée créatives de sécurité, demande beaucoup de temps et ne peut se faire qu'à pied ou avec un moyen de locomotion peu rapide, passant partout et permettant une bonne observation en marche ainsi que des arrêts instantanés et aussi fréquents qu'il est nécessaire.

Si l'on veut que la gendarmerie conserve le "contact" avec la population il est indispensable que le "dialogue" soit possible en dehors des interventions de répression. Le service de l'armée et spécialement de la gendarmerie départementale oblige en permanence d'avoir le souci des relations publiques.

2. LA RAPIDITE DE L'INTERVENTION

Il n'est pas concevable aujourd'hui que les gendarmes arrivent les derniers sur les lieux où leur intervention est "urgente et nécessaire". C'est le cas, en particulier, lorsqu'il s'agit d'affaires portant atteinte à la vie humaine (accidents corporels, crimes, secours) ou aboutissant à la recherche et à la poursuite d'individus dangereux (crime, délits). Dans ce cas, l'emploi de moyens modernes et rapides de transport et d'intervention est nécessaire (véhicules automobiles adaptés, vedettes, hélicoptères). N'oublions pas en effet que :

- la gendarmerie est un service public au service du public
- les retards sont l'objet parfois de critiques acerbes de particuliers ou de journalistes à l'affût du détail insolite, surtout si ce détail met en cause l'autorité ou ses représentants.

LES ACTIVITES CONSTITUANT LE SERVICE DE LA GENDARMERIE

Au terme de la loi de Germinal An VI. et du décret du 20 Mai 1903, le service de la gendarmerie se divise :

- en service ordinaire
- et service extraordinaire

Le service ordinaire : Est celui qui s'opère journellement d'initiative et sans intervention des autorités étrangère à la gendarmerie.

Le service extraordinaire : Est celui dont l'exécution n'a lieu qu'en vertu d'ordres ou de réquisitions.

A côté de cette distinction traditionnelle toujours valable mais quelque peu discrète, on considère aussi que le service de la gendarmerie se subdivise en deux catégories majeures :

Les services à l'extérieur

Les services à la caserne

SERVICE EN BRIGADE

Leçon n°1

Instructeur: Major Zanga Berthé

La Brigade: Circonscription - effectifs - Moyens

I. Généralités:

Cellule organique de l'arme, la Brigade est la plus petite unité ayant un chef responsable à sa tête. A son personnel incombe la presque totalité des missions confiées à la gendarmerie seule responsable de la sécurité publique pour 100% des Rwandais et du territoire.

La brigade type est la Brigade Territoriale. Implantées en une gigantesque toile d'araignée sur tout le territoire, les brigades territoriales exercent une surveillance continue et répressive qui constitue l'essentiel de leur service.

Normalement à côté des brigades territoriales polyvalentes existent des brigades spécialisées dans certaines parties du service.

- Brigades Motorisées (B.MO) exerçant dans le cadre des pelotons motorisés des groupements (P.MO) les missions de police de la Route.
- Brigades des Recherches (B.R.) et Sections de Recherches orientées exclusivement vers la Police Judiciaire.
- Brigades Mixtes (B.MI) unités semi-spécialisées (Service Spécial et Police de la Route).

II. La Circonscription:

a. Définition: La circonscription (ou assiette) d'une brigade est la portion de territoire placée sous sa surveillance, c'est à dire la zone dans laquelle s'exerce sa compétence.

b. Implantation d'une brigade: elle est fondée sur deux principes:

- **Maintien du quadrillage** afin d'éviter dans certaines régions le "vide administratif". Pour assurer ses missions et en particulier la mission permanente du renseignement, la gendarmerie doit conserver le contact avec la population.
- **Rapidité d'intervention.**

Ces deux principes posés, l'implantation des brigades est fonction d'un certain nombre de facteurs, à savoir :

c. Difficultés d'harmonisation des effectifs:

Plusieurs hypothèses ont été étudiées pour harmoniser le binôme effectifs-population.

1. Si la population est inférieure au nombre idéal d'habitants tout en étant implantée sur une vaste surface (zones exclusivement rurales) il serait possible de supprimer la brigade compétente et de rattacher la circonscription à une brigade voisine. On gagnerait du personnel mais les délais d'intervention seraient alors incompatibles avec les missions de l'arme. Dans ce cas et dans le but de maintenir les délais d'intervention dans des limites raisonnables, la brigade est conservée. On se heurte par ailleurs à l'opposition farouche des élus locaux lorsqu'il est question de suppression de brigade.

2. Si par contre sur une circonscription donnée la population est largement supérieure au nombre idéal d'habitants, on peut envisager plusieurs solutions:

- Créer de nouvelles unités qui se partagent la circonscription initiale
- augmenter les effectifs de la brigade unique et créer en son sein des équipes s'occupant toujours du même secteur de la circonscription. Cette solution a l'avantage de réduire les charges à la caserne (permanence, entretien, etc.)
- mettre en place des postes permanents.

d. Commandement:

La brigade est commandée par un "gradé" maréchal des logis-chef, adjudant ou adjudant-chef selon l'effectif.

Le commandant de brigade est assisté par :

- un ou plusieurs gradés (unités à gros effectifs)
- un gendarme adjoint (unités commandées par un MDL-Chef)

IV. Moyens Matériels:

Les moyens matériels des unités de gendarmerie départementale sont fixés par le TED.

Ne sont donnés dans le cours que les notions générales.

- Moyens de transport et locomotion : bicyclette, motocyclettes, voitures automobiles.
- Les transmissions : téléphone (toutes les brigades en sont dotées), radio
- Armement.

Matériel spécial de la gendarmerie :

- . lots de barrage routiers
- . lots individuels d'équipement police de la route
- . lots de sécurité et de signalisation : triangle de sécurité, équipements réfléchissants, projecteurs de barrage
- . brassard d'OPJ
- . machines à écrire.

Matériels divers :

Les brigades disposent également de matériels et équipement spéciaux concernant:

- l'optique (boussole, jumelles)
- le matériel (NBC)
- l'outillage du génie
- le service de santé
- le chiffre
- le couchage (permanence, chambre de sûreté)
- les techniques particulières: moto, montagne, vedettes
- l'éclairage (lampes de secours), groupes électrogènes
- le mobilier de bureaux et magasins.

- Remarques:**
1. La gendarmerie utilise normalement ses moyens organiques . En cas de nécessité, peut faire appel aux moyens extérieurs, le plus souvent par réquisition (voir cours sur les principes du service)
 2. Les moyens matériels détenus par les unités sont importants et très variés; encore faut-il savoir et vouloir les utiliser pour en obtenir le meilleur rendement (mettre en marche les postes radio véhicule dès le départ de la caserne).

Conclusion:

Toute brigade a sa personnalité propre qui découle de deux facteurs importants:

- le lieu de l'implantation
- la valeur du personnel et surtout du commandant de brigade.

Les moyens dont elle dispose permettent aux gendarmes d'accomplir leurs missions avec le maximum d'efficacité.

° Mais les règlements de l'arme vont plus loin: ils détaillent de la manière la plus précise les méthodes d'action des brigades. Nous verrons plus tard comment concevoir le commandement et l'exécution du service.

EMPLOI D'UN INTERPRETE

1. Flagrant délit ou enquête préliminaire.

La réquisition d'un interprète n'est pas prévue dans ce genre de procédure. Il faudra donc faire appel à un interprète bénévole. Aucune forme n'est spécialement prévue. Toutefois par extension aux articles du C.P.P., l'interprète devra être âgé de plus de 21 ans, ne pas être témoin dans l'affaire et prêter serment de traduire fidèlement les dépositions.

La formule suivante sera employée :

Le (date) à heures
nous trouvant à (lieu) Comparait devant nous la personne ci-
après nommée qui, ne parlant que le --- (langue vernaculaire ou
étrangère) --- ; entendue par le truchement de M^r --- (nom, prénom,
âge, résidence) qui a prêté serment de traduire fidèlement la déposition, déclare

Le 199 à heures
Après lecture faite de la déposition ci-dessus, par le truchement
de M^r --- l'intéressé déclare n'avoir rien à y changer, à y
ajouter ou à y retrancher.

La personne entendue L'Interprète L'OPS (ou l'APJ) .

2. Commission rogatoire

Les règles de l'article du C.P.P. doivent être observées.

- * personne âgée de plus de 21 ans à l'exclusion des témoins
- * prestation de serment si la personne n'est pas assermentée.

La formule suivante sera employée :

Après
--- pour lesquels sa déposition est requise
insérer le paragraphe suivant.

Le témoin ne parlant que le --- (langue vernaculaire ou langue
étrangère), conformément à l'article du Code de procédure pénale
nous requérons un interprète, M^r --- (Nom, prénom) ---
(réquisition jointe) qui a prêté serment de traduire fidèlement la déposition.

Après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité
le témoin --- la suite sans changement.

Enfin de déposition ; prêter la formule suivante :

Après lecture faite de la déposition ci-dessus, par le truchement de
l'interprète, le --- a y changes, à y ajouter ou à y retrancher.
L'interprète L'OPS.

GENDARMERIE NATIONALE

REPUBLIQUE DU RWANDA

e GROUPEMENT

LIBERTE - COOPERATION - PROGRES.

COMPAGNIE

PROCEDURE DE CRIME FLAGRANT

de :

BRIGADE

de :

PROCES-VERBAL D'AUDITION DE TEMOIN.

AUDITION de

Nom

Prénom

Le jour

PIECE n°

Nous soussigné : (Nom, prénom, grade, fonction et résidence)

officier de police judiciaire

Vu les articles du code de procédure pénale
rapportons les opérations suivantes que nous avons effectuées,
agissant en uniforme et conformément aux ordres de nos chefs

Dress comme le modèle n° 1

PAR A.P.J

Le jour

Nous soussigné (Nom, prénom, grade, fonction et résidence)

agent de police judiciaire, agissant conformément à
(l'article du code de procédure pénale et en vertu
des ordres reçus de (grade, nom, prénom) officier de police judiciaireVu les articles du code de procédure pénale
rapportons les opérations suivantes que nous avons
effectuées, agissant en uniforme et conformément aux
ordres de nos chefs

Dress comme modèle n° 2.

GENDARMERIE NATIONALE

REPUBLIQUE RWANDAISE

2 GROUPEMENT

LIBERTE - COOPERATION - PROGRES.

COMPAGNIE

de :

BRIGADE

de :

PROCES-VERBAL D'ENQUETE PRELIMINAIRE

NATURE DE L'AFFAIRE

Personne(s) soupçonné(e)s

Victime(s).

P.V n°

L'an mil neuf cent quatre-vingt (1), le

Nous soussigné : (2).

officier de police judiciaire

Vu les articles (3) du code de procédure pénale.
rapportons les opérations suivantes que nous avons effectuées,
agissant en nos formes et conformément aux ordres de nos chefs :

1 - PREAMBULE (4).

- CIRCONSTANCES DE LA SAISINE
- MESURES PRISES ET AVIS TRANSMIS
- CONCOURS RECUS

2 - SITUATION A L'ARRIVEE DES ENQUETEURS

- Personnes présentes
- Dispositions ayant été éventuellement prises avant l'arrivée des enquêteurs par les autorités administratives, les témoins, la famille, le personnel de la gendarmerie, etc. -
 - * pour porter secours
 - * pour préserver les indices
- Exposé des faits tels qu'ils apparaissent à l'enquêteur après les premières constatations et qui lui ont permis d'élaborer des hypothèses et d'orienter les investigations.

3 - MESURES PRISES

- Dispositions prises à l'arrivée des enquêteurs.
 - * pour porter secours
 - * pour assurer l'ordre
 - * pour préserver les indices

- Informations des différentes autorités concernées

est fait mention des personnes impliquées dans l'infraction et de leur défense expresse.

est fait mention des missions.

est fait mention des demandes de concours de militaires de l'Armée qualifiée.

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION
IN RWANDA
(UNAMIR)

TO: LIDA,

A:

6 pages de

FOR ACTION	<input type="checkbox"/>	POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL	<input type="checkbox"/>	POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE	<input type="checkbox"/>	POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS	<input type="checkbox"/>	POUR OBSERVATIONS
YOUR ATTENTION	<input type="checkbox"/>	VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED	<input type="checkbox"/>	COMME CONVENU
AS REQUESTED	<input type="checkbox"/>	SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN	<input type="checkbox"/>	NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION	<input type="checkbox"/>	POUR INFORMATION

GETTE ^{Vene} PARTIE DOIT ALLER
POUR COMPLETER LE COURS (LEÇON)
" CODE DE LA ROUTE "
- ROAD TRAFFIC REGULATION -
TRANSLATION TERMINEE CORRECTION A
FAIRE PAR LES TRANSLATEURS

Date:

26/5/95

FROM:

DE: Jean Marie GATAGAZI
CIVPOL / TRANSLATION

Transit PM
Jean Marie Garmann
fini le 26/05/95 JMG.

1-

PART FIVE

ACTION OF THE GENDARMERIE IN RELATION OF
THE ROAD TRAFFIC POLICE

The legislation on the road traffic is not limited only on the "Road Traffic Code". It covers also the special texts related to the technical conditions of vehicles, the state of the conductor and the vehicle insurance obligation etc.

It covers in fact the special penal legislation whose contravenants are not "malefactors" or "delinquents" as in the cases of other penal texts. Although it should be emphasized that the size of prejudices and the number of the traffic victims are higher than the ones caused by criminals. This explains the large importance attributed to the road traffic legislation.

I. Legal and regulatory basis

1) The Decree - law dated 23 January 1974 concerning the creation of the National Gendarmerie provides in its article 15:

"The National Gendarmerie is responsible for the traffic police, even beyond the urban areas. It should maintain in all the time, the communications and the open links and secure the free traffic.

It may hold for a maximum of 24 hours whomever obstructs the accomplishment of this mission".

2) Regulatory texts on the gendarmerie service

The rules point out on the deontology about the action of the gendarmerie concerning the road traffic.

II. Intervention modality of the gendarmerie.

A. General Rules

The action of the gendarmerie has twofold, preventive and repressive, aspects and in the middle it is defined by education and assistance.

1) The Prevention

The gendarmerie may assist the user in having an attitude leading to a minimum danger and bother for himself and other road users. Therefore, it should:

-Facilitate the traffic in the dangerous points of the road and the places where the traffic is generally very heavy (rushing hours for instance).

-constantly inform the in charges services about the road conditions, the signals and the traffic in general. This will help the authorities to repair the roads, modify, remove or add road signals etc....

-Watch the road users and eventually proceed in controlling that the legal provisions are respected by vehicle owner and the passenger on board.

-protect the points where the traffic knows a disturbance due to incidents.

2) The training:

The training consists in guiding the road users by reminding them the necessity to apply the rules of the traffic code and also in responding without disturbance to questions they may ask about the traffic.

3) The Assistance:

It concerns, for instance, in orienting the user who missed his way, in giving necessary and needed help to users in difficulties and bringing assistance to a wounded person or in evacuating him to a health centre for a physician or in providing him the basic medical aid whenever possible.

4) The repression:

It comes in when the action is committed.

It aims to impose a sanction to a contravenant in order to prevent him from repeating the mistake.

The gendarme should be very serious towards conductors who voluntarily create dangerous situations. He should, in the contrary, be more liberal, more tolerant towards persons who involuntary commit no serious infractions. The dangerous character of an infraction is estimated by the gendarme himself; in function of the type of the infraction and also in function of the various circumstances described below:

-the place of infraction= ex. speed excess in a school closing time.

-time of infraction= ex. speed excess at night on small street of a popular quarter.

-traffic circumstances= ex. dare holding conversation with an other conductor on a highway.

-The atmospheric conditions= ex. drive in high speed when the visibility is bad due to foggy or rainy time.

In all the cases, the gendarme should try to be correct in his attitude and talk as well.

B. ATTITUDE OF THE GENDARME

Generalities:

During the interventions, the personnel must, keep cool avoid any discussion with the called persons and should show a proof of correctness in attitude and talk. The signals or the regulating signs should be regulatory, specific and executed with authority.

Behaviour rules of a military of the Gendarmerie towards the user.

The gendarme on the road is very often the point of observation by the user who takes the opportunity in judging him.

The application of the following rules should avoid him the severe critics from the user:

-Take in account the age of the interlocutor: One should not talk to an old person the same language as to an adolescent. In the contrary, the clothing aspect, the apparent or exact standing should not play any influence on the attitude of the agent in front of the user.

-Stay quite and self reliance, is to be able to keep the same attitude in front of agressivity or bad faith and very excessive kindness.

-Never promise the kindness nor the severity of your superiors. Such obligations, from a gendarme may put some doubt on the objectivity with which he should report his findings.

-Not engage in senseless or dangerous talks should be a constant necessity: but it is an obligation of giving all the explanations upon request.

-On the road never give to the user the impression of having nothing to do and spending the time by watching it go~~es~~ by.

-Avoid talks meeting if no necessity for service is required.

The personnel clothing

The clothing of the personnel on duty on the road should be always clean and neat, uniform is recommended. At night, when reporting accidents or executing traffic regulations, the militaries of the National Gendarmerie should wear reflecting equipment.

III CONTROLLING A VEHICLE

1. **PRINCIPLE**

The control in the traffic matter may be selective or systematic. It is selective when pointing vehicles obviously in infraction. It is systematic when the control involves all the vehicles driving on the road under control area.

The systematic control should be launched in case of an absolute necessity. Meanwhile, the systematic control could be done when searching or following the stopping all the vehicles at a certain points of the road net: border point, highway tax point, etc...

The vehicle control may lead to:

- a warning
- a payment of lump sum fine, and an issuance of a report,
- a report issuance only,
- a vehicle immobilisation,
- in vehicle setting up in" fourier),
- The control must be done on side walks or in place where traffic is not disturbed.

2. **THE VEHICLE STOPPING**

The vehicle stopping and, in large extent, stopping a line of vehicles is a fact frequently proper for accident risks. The accident risks are higher when the driving speed is the highest. It thus, must be done in such way that the conductor has the possibility of slowing down and of stopping in the conditions or normal safety.

- For doing it, one should:
- make him slow down,
 - give order to stop,
 - leave him enough time and room to execute the stopping.

3. **PICKING UP A VEHICLE**

The picking up is the fact of taking one vehicle aside from a flow of traffic in order to point out an infraction or to proceed for a control.

-Picking up in day time

To proceed for picking up or interception of a vehicle should meet the following conditions:

- Being seen and see very well
- Execute the regulatory sign required for stop
- To support the sign by whistle blowing
- Not order an immediate stop, one should leave to the conductor enough time to progressively slow down and stop in full safety.
- Make complementary signs inviting the user to stand on the right side of the road and drive in the chosen place near the side walks for the control.
- Approach the vehicle and present himself before control proceeding in the following terms:
 "National Gendarmerie, Police of road traffic.
 Good morning Sir. " Please, may I ask you to.....
 You should not order the stop in a place which is not perfectly correct.

If the vehicle to stop is driving mixed in a flow of vehicle and that, in consequence it should be selected, the opportunity of

the intervention should be examined rapidly.

Therefore, the followings should be taken in count:

- consider the eventual danger due to the topography of the places and the density of the traffic;
- Never control vehicle in the unsafely limits, because the gendarme has always the possibility of taking the plate number of the vehicle in infraction.

4. INTERCEPTION AT NIGHT

The interception at night constitutes always a delicate operation, even dangerous, it requires a lot of caution.

It should be executed in the following conditions:

- In case of road-block on the roadway
- when setting up a control point

In all the cases, the followings must be done:

- presignalize the places at a distance in relation to the maximum speed that could be possible for a vehicle in a given portion of the roadway.
- repeat regulatory signals for slowing down;
- utilise the lighting signals for stop perfectly specified;
- place those signals in such way that they be ^{clearly} surely seen by everyone and that they constitute, if possible, a matter cause of slowing down without creating a source of danger.

5. INTERVIEWING THE USER

-When interviewing the user, the gendarme makes him ^{stop} stand the vehicle according to the rules on the sidewalks or on the right side of the road avoiding disturbance of the traffic.

-In addressing the user, the gendarme should approach the vehicle hight, on the right side in keeping face towards the traffic.

-Keeping polite and courteous is always recommended when interviewing the user. The interview of ~~an~~ user whomever might be, should always start by the introduction formula: "National Gendarmerie, road traffic police" going with the salute.

Further, describe with calm, the mistake committed and the measures taken. It is not allowed to use a brutal or menacing voice, arrogant, moral giving words or simply fear making language.

It is neither permitted to get angry whatever mistake is made. The control should be done with serious and quick manner. It should not be for the user a waste of more time than it is necessary.

6. GETTING BACK IN THE TRAFFIC FLOW

After the control, the gendarme should put back the vehicle into the traffic flow trying to disturb it the less possible. It should wait for a traffic slow down to invite the user to enter onto the roadway.

In the case of heavy traffic; the gendarme should interrupt the traffic and rapidly introduce the vehicle into the traffic flow.

THE DIFFERENT TYPES OF SERVICES

1. THE PRINCIPLES

The control of the road traffic results from the combination of one static system with a second moving system having post sets. the above systems are combined according to dosage to estimate and to determine in function of the conditions of the road net and the traffic.

Exclusion made for the rushing days and rushing hours and taking aside some particular points justifying a static control, the preference should be reserved for a moving system.